

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20221216-1602-DE-1-1
Date de télétransmission : 19/12/2022
Date de réception préfecture : 19/12/2022

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 2022

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

Excusés : Monsieur PANNIER qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur DUBREUCQ.

Mise en œuvre de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique fixant la durée annuelle du travail dans la fonction publique territoriale à 1607 heures.

Direction ressources humaines

Rapporteur : M. [REDACTED]

I- REGLES GENERALES APPLICABLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

La loi précitée du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, a supprimé les régimes dérogatoires à la durée légale du travail.

Ces régimes permettaient de maintenir un temps de travail inférieur à la durée légale, fixée à 1607 heures par an pour un agent à temps complet (soit 35 heures par semaine), à condition d'avoir été mis en place avant la loi du 3 janvier 2001 relative au temps de travail dans la fonction publique territoriale et d'avoir été formalisés par une délibération du CA.

II- APPLICATION AU SEIN DES OPH

Les textes sur le temps de travail dans la fonction publique territoriale concernent les OPH mais s'appliquent exclusivement aux fonctionnaires territoriaux.

Les salariés relevant du droit privé ne sont pas directement visés par une obligation de travail à hauteur de 1607 heures annuelles, à laquelle il reste donc possible de déroger.

Actuellement, la durée annuelle du travail de l'ensemble du personnel au sein de Pas-de-Calais habitat, fixée par les accords collectifs du 28 juin 1999, est égale à :

- 1477 heures ou 1562 heures pour les cadres ;
- 1477 heures pour les gardiens, auxquelles s'ajoutent 215 heures excédentaires (ex permanence) compensées par la mise à disposition du logement de fonction.

En application de la loi du 6 août 2019, la durée légale de 1607 heures doit être mise en place au 1^{er} janvier 2023, au sein des OPH rattachés à un conseil départemental, pour leur personnel relevant du statut de la F.P.T.

Conformément au décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, c'est l'organe délibérant qui est compétent dans ce domaine, sur avis consultatif préalable du Comité Social et Economique (C.S.E.). Depuis la loi du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique, il est possible d'avoir recours à un accord collectif, sous réserve que le Conseil d'administration soit saisi, après la négociation, pour approbation.

Conformément à la délibération du Conseil d'administration en date du 1^{er} juillet 2022, le Directeur général de l'office a mis en œuvre la révision de l'accord d'entreprise du 28 juin 1999 « sur la gestion de l'emploi et les temps de travail à l'OPAC 62 », et de son avenant n°1, applicables au personnel relevant du statut de la F.P.T., ainsi que l'information et la consultation du C.S.E.

A l'issue de cette consultation, qui a eu lieu le 8 novembre 2022, le C.S.E. s'est prononcé en faveur de la signature du projet d'avenant n°2 à l'accord d'entreprise du 28 juin 1999 précité.

La présente délibération a pour objet d'approuver les règles qui ont été fixées par l'avenant figurant en pièce jointe, signé le 8 novembre 2022, à l'issue de la réunion de consultation du CSE.

Vu la Loi n°83-624 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la

fonction publique territoriale ;

Vu la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité Social d'Entreprise en date du 8 novembre 2022 ;

Vu l'avenant n°2 du 8 novembre 2022 à l'accord d'entreprise du 28 juin 1999 « sur la gestion de l'emploi et les temps de travail à l'OPAC 62 », applicable au personnel relevant du statut de la F.P.T.

Au vu des dispositions légales ci-dessus et de l'obligation pour Pas-de-Calais habitat de se mettre en conformité et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ approuvent, dans le cadre de la présente délibération, les règles fixées par l'avenant n° 2 du 8 novembre 2022 à l'accord d'entreprise du 28 juin 1999 « sur la gestion de l'emploi et les temps de travail à l'OPAC 62 », qui seront applicables, à compter du 1^{er} janvier 2023, au personnel relevant du statut de la Fonction Publique Territoriale.

Décision adoptée à la majorité des membres présents ou représentés

Pour	25	Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE, Monsieur PILCH, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE
Contre	0	
Abstentions	2	Madame BOUNY, Monsieur CHERET
Ne prend pas part au vote	0	

**AVENANT N °2 DU 08/11/2022
A L'ACCORD D'ENTREPRISE DU 28/06/1999
ET SON AVENANT N°1 DU 15/03/2012
SUR LA GESTION DE L'EMPLOI ET LES TEMPS DE TRAVAIL A L'OPAC 62
– PERSONNEL SOUS STATUT FPT –**

Entre,

L'Office Public de l'habitat du Pas-de-Calais, dont le siège social est situé 4, avenue des droits de l'homme à ARRAS, représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND, agissant en qualité de Directeur Général,

Et

Les Organisations Syndicales représentatives suivantes :

- **CFDT**, représentée par Madame Maryse MARTIN, Déléguée Syndicale,
- **CFTC**, représentée par Madame Patricia LE BIHAN - MUCCI, Déléguée Syndicale,
- **FO**, représentée par Madame Christine DARRAS, Déléguée Syndicale,

Préambule :

La loi n° 2019-828 du 06/08/2019 de la transformation de la fonction publique est venue supprimer les régimes dérogatoires à la durée légale du travail en imposant une durée annuelle du travail de 1607 heures, avec pour seule exception la prise en compte de sujétions particulières.

Dès lors, l'office se doit de répondre à la législation relative aux 1607 heures.

La Direction de Pas-De-Calais habitat est soucieuse, eu égard à la démographie de la population concernée (17 personnes – moyenne d'âge de 61 ans), de l'impact que peut générer une renégociation de l'accord relatif au temps de travail et précautionneuse afin d'éviter tout risque de pénibilité.

IL EST DONC CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet et champ d'application

Le présent avenant a pour objet de fixer le nouveau cadre applicable en matière de durée et d'aménagement du temps de travail pour les fonctionnaires territoriaux de Pas-de-Calais habitat.

1

Avenant n°2 à l'accord d'entreprise du 28/06/1999 et son avenant n°1 du 15/03/2002 sur la gestion de l'emploi et des temps de travail à l'OPAC 62 – Personnel de statut FPT –

Paraphes :

BF

g *mm*

PVZ

Article 2 : Durée de l'accord

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

TITRE II – DISPOSITIONS MODIFICATIVES

Article 3 : Révision des articles relatifs au temps de travail

Les dispositions des articles 1, 2 et 3 de l'accord d'entreprise du 28/06/1999 sur la gestion de l'emploi et des temps de travail à l'OPAC 62 – personnel sous statut FPT – sont modifiées ou pas comme suit :

L'article 1 :

« A compter du 01/09/1999, le personnel de statut FPT, travaillant à plein temps ou partiel bénéficiera d'une réduction du temps de travail égale à 10 %, y compris le personnel gardien logé »

est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« **A compter du 01/01/2023, la durée annuelle du travail d'un fonctionnaire territorial à temps complet est fixée à 1607 heures (y compris la journée de solidarité) sur l'année civile.**

Chaque fonctionnaire pourra choisir le mode d'exécution de son temps de travail :

↳ **Soit il effectuera les 1607 heures en augmentant la durée journalière de travail de 39 minutes :**

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	104
Congés annuels	27
Jours de fractionnement	2
Jours fériés	8
Jours non travaillés	27
Nombre de jours travaillés	196
Journée de solidarité	1
Nombre total de jours travaillés	197
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 8 h 09	1597 h arrondis à 1600 h
+ Journée de solidarité	7 h
Total en heures :	1 607 heures

.../...

.../...

✂ Soit il effectuera les 1607 heures :

- en réduisant le nombre de journées non travaillées de 2 jours,
- et
- en augmentant sa durée de travail journalière de 34 minutes,

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	104
Congés annuels	27
Jours de fractionnement	2
Jours fériés	8
Jours non travaillés	25
Nombre de jours travaillés	198
Journée de solidarité	1
Nombre total de jours travaillés	199
Nombre de jours travaillés = Nb de jours x 8 h 04	1597 h arrondis à 1600 h
+ Journée de solidarité	7 h
Total en heures :	1 607 heures

Les travaux effectués lors des deux journées travaillées supplémentaires seront obligatoirement affectés, en accord avec le responsable ressources humaines, aux travaux suivants :

- Constitution du dossier retraite,
- Tutorat, transmission de savoirs,
- Prévention des TMS,
- Formation (utilisation du CPF),
- Conservation de la mémoire de l'entreprise,
- Participation événements locataires,
- Participation forums,
- Participation actions d'innovation sociale ...

La nature des travaux devra être fixée avec la responsable ressources humaines avant la fin du 1^{er} semestre de chaque année.

Les journées consacrées à ces travaux seront fixées avec le responsable hiérarchique.

Les agents à temps partiel relèvent, quant à eux, d'un temps de travail annuel effectif calculé au prorata de celui des agents à temps complet occupant un emploi similaire.

L'article 2 – Congés :

« **Le mode d'acquisition des congés payés demeure celui appliqué au personnel de la FPT** »

reste inchangé.

L'article 3 – Absentéisme :

« *Le traitement indiciaire, l'indemnité de résidence, le supplément familial ainsi que les primes qui ne peuvent être supprimées, seront seuls maintenus pendant le congé de maladie normale.*

L'abattement des autres primes sera plafonné à 250 francs bruts par mois ou 13 francs 15 par jour de maladie. Ces montants suivront l'indexation INSEE.

Un abattement sera également pratiqué sur la prime semestrielle de résultats, à hauteur de 1/97 par journée d'absence maladie. »

Est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Conformément à l'accord d'entreprise du 29/06/1999, un abattement sera pratiqué sur la prime annuelle de résultats :

- **à hauteur de 1/197 par journée d'absence maladie pour les fonctionnaires optant pour l'augmentation de la durée journalière de travail,**
- **à hauteur de 1/199 par journée d'absence maladie pour les fonctionnaires optant pour la réduction du nombre de journées travaillées de 2 jours et l'augmentation et l'augmentation de la durée journalière de travail.**

TITRE IV – DISPOSITIONS FINALES

Article 4 : Validité de l'avenant

Les dispositions du présent avenant s'appliqueront aux fonctionnaires territoriaux à compter du 01/01/2023.

Il fera également l'objet d'une délibération du Conseil d'Administration après avis du CSE.

Article 5 : Dénonciation et révision de l'avenant

Le présent avenant pourra faire l'objet d'une révision à tout moment dans les conditions prévues aux articles L.2264-7 et suivants du code du travail.

Le présent avenant pourra être dénoncé à tout moment dans les conditions des articles L. 2261-9 à L. 2261-11 du code du travail. En application de l'article D ; 2231-8 du code du travail, l'acte de dénonciation fera l'objet d'un dépôt auprès de la DRIEETS .

.../...

Article 6 : Publicité et dépôt

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires, dont une partie signée des parties et une version sera transmise à la DRIETS via la plate-forme en ligne Téléaccords, en application des articles L. 2231-6 et D 2231-2 et D 2231-4 du code du travail.

Un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes d'Arras, en application de l'article D 2231-2 du code du travail.

Il sera versé dans une base de données nationale, dont le contenu est publié en ligne, en application de l'article L. 2231-5-1 du code du travail.

Chaque organisation syndicale se verra notifier un exemplaire du présent avenant.

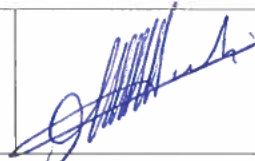


Fait à Arras, le 08/11/2022

Pour Pas-de-Calais habitat,



Bruno FONTALIRAND
Directeur Général

Pour les Organisations Syndicales,

Pour la CFDT, Maryse MARTIN Déléguée Syndicale	
Pour la CFTC, Patricia LE BIHAN – MUCCI Déléguée Syndicale	
Pour FO, Christine DARRAS Déléguée Syndicale	

Transmission au Conseil d'Administration de Pas-de-Calais habitat de l'avis des membres du Comité Social et Economique sur la mise en application obligatoire des 1607 heures aux fonctionnaires territoriaux à compter du 01/01/2023 (loi n° 2019-828 du 06/08/2019 de transformation de la fonction publique) – Projet d'avenant n° 2 à l'accord d'entreprise du 28/06/1999 sur la gestion de l'emploi et des temps de travail à l'OPAC 62 – Personnel sous statut FPT -.

Avis du Comité Social et Economique

Les membres du Comité Social et Economique de Pas-de-Calais habitat ont été consultés lors de la réunion du 08/11/2022 sur la mise en application obligatoire des 1607 heures aux fonctionnaires territoriaux à compter du 01/01/2023 (loi n° 2019-828 du 06/08/2019 de transformation de la fonction publique) – Projet d'avenant n° 2 à l'accord d'entreprise du 28/06/1999 sur la gestion de l'emploi et des temps de travail à l'OPAC 62 – Personnel sous statut FPT – et ont rendu l'avis suivant :

Les membres du CSE émettent un avis favorable, moins deux abstentions.

L'extrait du projet de procès-verbal de la réunion du Comité Social et Economique du 08/11/2022 attestant de la consultation est joint en annexe de la présente.

Fait à Arras, le 02/12/2022

La Secrétaire du
Comité Social et Economique,

Le Président du
Comité Social et Economique,

Christine DARRAS



Bruno FONTALIRAND
Directeur Général



Mise en application obligatoire des 1607 heures aux fonctionnaires territoriaux à compter du 01/01/2023 (loi n° 2019-828 du 06/08/2019 de transformation de la fonction publique)
– Projet d’avenant n° 2 à l’accord d’entreprise du 28/06/1999 sur la gestion de l’emploi et des temps de travail à l’OPAC 62 – Personnel sous statut FPT.

Sylvain RENY explique que ce point a fait l’objet de deux réunions avec les organisations syndicales représentatives, sur les modalités de mise en œuvre de ce passage à 1607 heures. Un accord d’entreprise modifiant le temps de travail leur sera proposé à la signature le 9 novembre.

Le fonctionnaire aura le choix entre 2 options : soit c’est une hausse exclusive du temps de travail journalier, soit c’est une hausse du temps de travail journalier avec la renonciation à 2 jours de JNT par an, ces 2 journées de JNT ne seront pas consacrées au travail, mais au partage et à des retours d’expériences. Le but est qu’il y ait un transfert de savoir-faire. Il précise que l’office compte 17 fonctionnaires au sein des équipes à qui il sera proposé ces 2 possibilités, dont la date d’effet sera le 1^{er} janvier 2023.

Sylvain RENY propose aux organisations syndicales de s’exprimer avant de passer au vote.

Christine DARRAS rappelle que lors de la première réunion de négociation, les options proposées étaient de renoncer à 17 JNT ou d’augmenter le taux horaire journalier de 39 minutes ou d’avoir une formule mixant les 2 premières solutions.

Étant elle-même fonctionnaire et les connaissant tous, elle a consulté les fonctionnaires en activité, à l’exception des 4 collègues en longue maladie. Tous étaient opposés à la renonciation à 17 JNT. Les fonctionnaires comptent sur leurs JNT qu’ils posent soit en milieu de semaine, soit les lundis ou vendredis pour avoir un long week-end pour « recharger les batteries » parce qu’après 55-60 ans, même si certains pratiquent des activités sportives, des douleurs sont ressenties, surtout pour les métiers de la proximité et les JNT sont alors appréciables. Elle rappelle que la moyenne d’âge calculée par la direction se situe autour de 61 ans. Néanmoins, à l’unanimité, les fonctionnaires ont indiqué préférer travailler 39 minutes en plus quotidiennement plutôt que de perdre des JNT.

Suite à ces informations, lors de la deuxième réunion de négociation, la direction a fait un pas vers les OS en proposant de passer de 17 JNT à 10, et de 39 minutes à 34 mais encore une fois, cela faisait beaucoup. Finalement, le compromis trouvé a été de renoncer à 2 JNT en travaillant 35 minutes en plus ou de travailler 39 minutes en plus quotidiennement sans abandon de JNT et en laissant le choix au fonctionnaire entre ces 2 options.

Compte tenu de ces avancées et notamment du choix laissé à chaque fonctionnaire, personnellement en tant qu’élue du CSE, elle va donner un avis favorable sur ce projet et en tant que déléguée syndicale FO, signera l’accord.

Elle indique que pour ce dossier chaque partie a su faire un pas vers l’autre et pense qu’il serait bien que pour les futurs accords, il en soit toujours de même. Il faut qu’il y ait un vrai dialogue social et pas un monologue social. Pour négocier, il faut que les 2 parties en aient la volonté. Si la direction se confronte à un mur, il n’y aura pas de dialogue social et

inversement, si ce sont les OS qui se confrontent à un mur, là encore, il n'y aura pas de dialogue social et aucune avancée ne sera faite. Il faut donc que chacun puisse écouter l'autre et trouve de bons compromis sans que ce soit de la compromission ou du 49-3. Il faut travailler ensemble, le climat social de l'entreprise n'en sera que meilleur.

Rolland DOUCHET, de la CFTC confirme que les 3 syndicats étaient contre la première proposition faite par la direction et avaient émis l'idée, vu le nombre restreint de personnes concernées que la direction puisse rencontrer l'ensemble des salariés pour recueillir leur avis sur le sujet. Finalement, cet accord convient puisqu'il permet de laisser le choix au salarié.

Maryse MARTIN de la CFDT rejoint les propos de ses collègues.

Sylvain RENY ajoute que l'ouverture entre 100 % de temps de travail en plus et 100 % de renonciation de journée non travaillée avait pour objectif de matérialiser l'impact de ce temps de travail supplémentaire. Une seconde proposition est alors intervenue dont le but était de mixer les 2, la dizaine de journées étant consacrée à la restitution des savoir-faire. En effet, ce sont les dernières années où il y aura au sein de l'office ce type de statut, et il est donc important de donner la parole aux fonctionnaires et faire en sorte qu'ils contribuent à la transmission de leur savoir-faire pour le bien de la société. Au demeurant, la proportion a été de nouveau débattue et il précise avoir tout de même souhaité, même s'il a noté que l'ensemble des fonctionnaires préféreraient augmenter leur temps de travail, leur laisser le choix. Ces 2 journées de JNT « rendues » seraient consacrées à un enrichissement collectif plutôt qu'à un travail usuel.

Laurent HUGOO, élu CGT et Christophe VALEMBOIS, élu UNSA annoncent qu'ils s'abstiendront.

Sylvain RENY propose de passer au vote.

<i>Les membres du CSE émettent un avis favorable, moins deux abstentions.</i>
--

Source : Extrait du projet de procès-verbal de la réunion du CSE du 08/11/2022